



Communiqué des organisations syndicales CGT, CNT, CNT-SO, FSU, Solidaires, UNEF

Lyon, le 18 mai 2016

Face à la répression, le mouvement social ne cèdera pas !

Le mouvement contre le projet de loi Travail s'amplifie. Cette semaine, des entreprises et des secteurs entiers entrent dans des actions de blocage et de grèves reproductibles qui signifient le rejet de la politique du gouvernement.

Dans ce contexte, c'est le droit à manifester qu'il est impératif de respecter. La manifestation du 17 mai s'est déroulée dans le calme tout au long du parcours, le cordon policier se tenant à distance du cortège de 7000 personnes. Mais il faut déplorer un changement radical de tactique à l'arrivée vers la place Bellecour. Des ordres ont visiblement été donnés pour provoquer, intimider les manifestants et pratiquer des arrestations brutales en plein cortège : des poursuites à moto, des tirs de flashball, la tête de manifestation coupée en 2 par une intervention de la BAC... Nous dénonçons fermement ces pratiques.

Le gouvernement s'inscrit donc dans une attitude de criminalisation du mouvement social, qui vise à dissuader les salarié-e-s, citoyen-ne-s et jeunes de s'associer activement aux manifestations.

Il cherche aussi à détourner médiatiquement l'attention du débat de fond, la violence sociale inouïe que contient en germe le projet de loi Travail, avec sa casse des droits des salarié-e-s et étudiant-e-s. Le déni de démocratie de l'utilisation de l'article 49-3 ne peut que provoquer l'indignation. Faut-il s'étonner que le gouvernement cherche à focaliser l'attention sur "les casseurs" au moment où les 3/4 des Français-es disent voir la loi El Khomri comme un recul, et où la majorité parlementaire se disloque ?

Loin de se démobiliser, les salarié-e-s et étudiant-e-s continueront de montrer leur détermination. C'est pourquoi nos organisations appellent à participer massivement à la manifestation de demain jeudi 19 mai, qui partira à 11h de la Manufacture des Tabacs jusqu'à la place Bellecour.